

**Art. 5.** In artikel 50 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt *a)*, wordt het getal "89" vervangen door het getal "85", wordt het woord "Economische" na het woord « Europese » geschrapt en wordt de volgende zin aan het einde toegevoegd : "verder kunnen de Raad voor de Mededinging en het korps verslaggevers, overeenkomstig de bepalingen van de verordeningen of richtlijnen genomen op basis van artikel 83 van het Verdrag tot Oprichting van de Europese Gemeenschap, de in hun bezit zijnde bescheiden en inlichtingen aan de krachtens artikel 85 van het genoemde Verdrag bevoegde communautaire overheden mededelen,";

2° een nieuw punt *b)* wordt ingevoegd na punt *a)*, luidende :

« *b)* kunnen de Raad voor de Mededinging, het korps verslaggevers en de Dienst voor de Mededinging de nodige bescheiden en inlichtingen mededelen aan de bevoegde mededingingsautoriteiten van de lidstaten van de Europese Gemeenschap, overeenkomstig de bepalingen van de verordeningen of richtlijnen genomen op basis van artikel 83 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap,"

3° het voormalige punt *b)* wordt punt *c)*.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2004.

**Art. 7.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
Mevr. F. MOERMAN

**Art. 5.** L'article 50 est modifié comme suit :

1° au point *a)*, le chiffre "89" est remplacé par le chiffre "85", le mot "économique" après le mot "Communauté" est supprimé et la phrase suivante est ajoutée à la fin : "de même, le Conseil de la concurrence et le corps des rapporteurs peuvent, conformément aux dispositions des règlements ou directives pris sur la base de l'article 83 du traité instituant la Communauté européenne, communiquer les documents et informations en leur possession aux autorités communautaires compétentes en vertu de l'article 85 du traité précité,";

2° un nouveau point *b)* est inséré après le point *a)*, libellé comme suit :

« *b)* le Conseil de la concurrence, le corps des rapporteurs et le Service de la concurrence peuvent communiquer les documents et informations nécessaires aux autorités de concurrence compétentes des États membres de la Communauté européenne, conformément aux dispositions des règlements ou directives pris sur la base de l'article 83 du traité instituant la Communauté européenne,"

3° l'ancien point *b)* devient le point *c)*.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2004.

**Art. 7.** Notre Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2004.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Economie,  
Mme F. MOERMAN

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1520

[2004/201173]

**11 MARS 2004.** — Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans la limite des crédits budgétaires, agréer et octroyer des subventions aux missions régionales pour l'emploi, ci-après dénommées Mire.

**Art. 2.** Chaque Mire a pour mission principale de mettre en œuvre, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, des actions d'insertion et d'accompagnement à destination des bénéficiaires visés à l'article 3, en vue de les conduire vers un emploi durable, et ce, en s'inscrivant dans le dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, ci-après dénommé le Dispositif, tel qu'institué par le décret du relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

Les actions d'insertion consistent, notamment, en l'organisation de mesures d'accompagnement et, le cas échéant, de séquences d'ajustement et de formation visant la mise en adéquation des offres d'emplois par rapport aux profils des bénéficiaires. Ces actions comprennent également les périodes d'accompagnement dans l'emploi visant à la bonne intégration et à la stabilité des bénéficiaires.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Peut bénéficier des actions d'une Mire toute personne qui répond à une des conditions suivantes :

1° être demandeur d'emploi inoccupé n'étant plus soumis à l'obligation scolaire et ne disposant ni du certificat de l'enseignement secondaire supérieur, ni d'un titre équivalent;

2° être demandeur d'emploi inoccupé bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pendant vingt-quatre mois au cours des trente-six mois précédant la date de la convention visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°;

3° être demandeur d'emploi réintégrant le marché de l'emploi;

4° être bénéficiaire du revenu d'intégration ou de l'aide sociale;

5° être réfugié reconnu en Belgique en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

6° être ressortissant étranger autorisé au séjour en application de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume ou de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 précitée;

7° être en possession d'une décision de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ouvrant le droit à des interventions visant à la mise à l'emploi.

Sur avis préalable de la commission visée à l'article 7, le Gouvernement peut également autoriser une Mire à accueillir annuellement, à concurrence de vingt pour cent du nombre total des bénéficiaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 7°, des demandeurs d'emploi inoccupés qui ne rencontrent pas les conditions prévues aux points 1° et 2° du même alinéa.

§ 2. Sur avis préalable de la commission visée à l'article 7, le Gouvernement est habilité à préciser les conditions visées au paragraphe précédent.

§ 3. La situation des bénéficiaires visés au § 1<sup>er</sup>, est appréciée à la date de conclusion de la convention visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 5°.

Pour l'application des points 1° et 2° du § 1<sup>er</sup>, sont assimilées à des périodes d'inoccupation :

1° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en vertu des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

2° les périodes d'emprisonnement;

3° les périodes d'inoccupation couvertes par un pécule de vacances;

4° les périodes de travail qui, cumulées, ne dépassent pas l'équivalent de trois mois d'occupation à temps plein.

Pour l'application du point 3°, du § 1<sup>er</sup>, est considérée comme demandeur d'emploi réintégrant le marché de l'emploi toute personne qui n'a pas exercé d'activité professionnelle pendant les trois années précédant son inscription à une Mire et qui n'a pas bénéficié d'allocations de chômage, d'attente ou d'interruption pendant la période de trois ans qui précède son inscription comme demandeur d'emploi.

§ 4. Dans le cadre du présent décret, on entend par demandeur d'emploi inoccupé toute personne inscrite comme telle au FOREm.

Le FOREm est tenu de délivrer, dans les cinq jours ouvrables, à toute Mire qui lui en fait la demande un document attestant que la personne visée aux points 1° et 2° du § 1<sup>er</sup>, est inscrite en tant que demandeur d'emploi inoccupé ou assimilé.

## CHAPITRE II. — *De l'agrément*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Après avis de la commission visée à l'article 7, le Gouvernement agrée, en tant que Mire, les organismes qui respectent les conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif ou d'un établissement d'utilité publique régi par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° prêter des services d'insertion agréés, conformément au décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement;

3° avoir conclu avec le FOREm une convention de partenariat dans le cadre du dispositif;

4° adopter des statuts qui prévoient que l'association compte au minimum parmi les membres du conseil d'administration :

a. le président du comité subrégional de l'emploi et de la formation, ci-après dénommé comité subrégional, territorialement compétent;

b. un représentant du FOREm, en son entité « Régisseur-ensemblier »;

c. un représentant de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

d. quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein du comité subrégional territorialement compétent;

e. quatre représentants des organisations représentatives des employeurs siégeant au sein du comité subrégional territorialement compétent;

f. un représentant de l'Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne, fédération des C.P.A.S.;

5° s'engager à conclure avec le bénéficiaire une convention, dont les modalités sont déterminées par le Gouvernement, par laquelle l'organisme garantit à celui-ci :

a. un accueil, un accompagnement psychosocial et une évaluation individualisée sur la base d'objectifs individuels définis de commun accord;

b. une évaluation continue, formative et participative;

c. une vérification des acquis en termes de compétences;

6° s'engager à conclure avec l'employeur une convention d'emploi par laquelle celui-ci s'engage à mettre tout en œuvre pour permettre à l'organisme d'assurer les missions visées au point 5° du présent alinéa;

7° s'engager à effectuer un accompagnement des bénéficiaires après leur insertion professionnelle en vue d'une intégration durable;

8° s'engager à transmettre annuellement à la commission visée à l'article 7 et au comité subrégional concerné un plan d'action, comportant notamment les objectifs d'insertion, ainsi qu'un rapport d'activités.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à préciser les conditions visées au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément est accordé, après avis de la commission visée à l'article 7, par le Gouvernement pour une durée initiale d'un an.

L'agrément accordé initialement peut être ensuite octroyé, après avis de la commission visée à l'article 7, pour une durée maximum de trois ans, renouvelable.

§ 2. Le Gouvernement ne peut agréer plus de deux Mire sur le territoire d'un même comité subrégional.

En cas de demandes multiples, l'avis du comité subrégional de l'emploi et de la formation sera sollicité pour permettre à la commission d'opérer un choix sur l'opérateur à agréer. Celui-ci devra remplir toutes les conditions visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le Gouvernement décide de l'octroi, du renouvellement, de la suspension ou du retrait de l'agrément, selon les modalités qu'il détermine.

Le Gouvernement détermine la procédure, l'instruction et l'évaluation des demandes par les services qu'il désigne.

**Art. 6.** Lorsqu'une Mire cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées dans le présent décret, l'agrément peut, après avis de la commission visée à l'article 7, être suspendu ou retiré par le Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine.

### CHAPITRE III. — *De la Commission consultative d'agrément*

**Art. 7.** Il est institué, au sein des services que le Gouvernement désigne, une commission consultative d'agrément des Mire, ci-après dénommée « Commission », chargée de :

1° remettre au Gouvernement des avis sur l'octroi, le renouvellement, la suspension ou le retrait d'agrément des Mire;

2° remettre, sur la base de l'instruction réalisée par l'administration, un avis au Gouvernement sur les plans d'actions annuels, sur la réalisation des objectifs d'insertion, ainsi que sur les rapports d'activités annuels;

3° réunir, au minimum une fois par an, les responsables des Mire en vue notamment de promouvoir une démarche commune, d'échanger les pratiques et les expériences et de susciter des synergies;

4° s'assurer de la mise en œuvre des conventions de partenariat avec le FOREm dans le cadre du Dispositif;

5° remettre, sur demande du Gouvernement ou de l'administration, tout avis sur l'exécution du décret ou sur toutes questions relatives aux Mire;

6° rédiger un rapport annuel évaluant la complémentarité des missions régionales au regard des services du FOREm en Région wallonne.

**Art. 8.** La Commission est composée de :

1° un représentant du Ministre de l'Emploi, qui la préside;

2° un représentant du Ministre de la Formation;

3° un représentant du Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;

4° deux représentants des organisations représentatives des employeurs;

5° deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;

6° un représentant du FOREm, en son entité « Régisseur-ensemblier »;

7° un représentant de l'Agence wallonne d'intégration des personnes handicapées;

8° un représentant de l'Union des villes, communes et provinces de la Région wallonne, fédération des C.P.A.S.;

9° un représentant de l'Agence Fonds social européen;

10° un représentant de l'administration, qui en assure le secrétariat.

En outre, assistent, avec voix consultative, à la Commission deux représentants des Mire.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les membres effectifs visés à l'article 8, ainsi que leurs suppléants, sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans, renouvelable.

Les représentants visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, sont proposés par leurs organisations respectives au Gouvernement, sur des listes doubles de candidats.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat.

§ 2. La Commission se réunit au minimum quatre fois par an, sur convocation de son président.

§ 3. La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

#### CHAPITRE IV. — *De l'évaluation, du contrôle et du recours*

**Art. 10.** L'évaluation et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés par les services que le Gouvernement désigne en application de l'article 11.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation. Celle-ci doit s'effectuer en fonction notamment :

1<sup>o</sup> des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés dans le plan d'actions annuel;

2<sup>o</sup> des facteurs liés à l'environnement socio-économique et des processus mis en place pour y répondre;

3<sup>o</sup> des indices de satisfaction des bénéficiaires et des employeurs concernés.

**Art. 11.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, modifié par le décret du 6 mai 1999, est ajouté un point 13<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 13<sup>o</sup> le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi. »

**Art. 12.** La commission de recours instituée en vertu de l'article 12 du décret relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle est compétente pour donner un avis concernant les recours introduits soit par tout organisme candidat à l'agrément en cas de refus, soit par une Mire en cas de suspension ou de retrait de l'agrément, soit par un bénéficiaire pour tout motif lié à l'exécution du présent décret.

#### CHAPITRE V. — *Des subventions*

**Art. 13.** Chaque Mire agréée peut bénéficier des subventions suivantes :

1<sup>o</sup> une subvention annuelle de fonctionnement à charge de la Région wallonne constituée, d'une part, d'un socle de base et, d'autre part, d'un montant variable calculé en fonction :

a. du nombre de personnes occupées;

b. du nombre de bénéficiaires faisant l'objet des actions d'insertion;

c. du taux d'insertion des bénéficiaires dans un emploi durable;

2<sup>o</sup> une subvention telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

3<sup>o</sup> une subvention versée par le FOREm sur la base de la convention de partenariat conclue dans le cadre du dispositif.

Le Gouvernement est habilité à préciser les modalités des subventions visées aux points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'alinéa précédent.

Le montant des subventions est indexé annuellement sur la base de l'indice santé, au maximum de l'indexation du budget des dépenses primaires de la Région wallonne.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 14.** Les organismes agréés en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998 relatif aux missions régionales pour l'emploi conservent leur agrément jusqu'à l'obtention de l'agrément octroyé dans le cadre du présent décret et, au plus tard, pour une durée d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 15.** Le Gouvernement remet annuellement, selon des modalités qu'il détermine, un rapport sur l'exécution du présent décret au Conseil régional wallon.

**Art. 16.** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur du présent décret.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*  
*Documents du Conseil* 639 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1 à 5.  
*Compte rendu intégral*, séance publique du 3 mars 2004.  
Discussion. Vote.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1520

[2004/201173]

#### 11 MAART 2004. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

##### HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** De Regering kan de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, hierna « Mire » genoemd, erkennen en subsidiëren onder de voorwaarden van dit decreet en binnen de perken van de begrotingskredieten.

**Art. 2.** Elke « Mire » heeft als hoofdplicht met inachtneming van de door de Regering bepaalde modaliteiten acties uit te voeren met het oog op de inschakeling in het arbeidsproces en de begeleiding van de in artikel 3 bedoelde gerechtigden op zoek naar een duurzame betrekking. Die acties worden uitgevoerd in het kader van het geïntegreerd stelsel inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, hierna het « Stelsel » genoemd, zoals ingevoerd bij het decreet betreffende het geïntegreerd « stelsel » inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces. De inschakelingsacties bestaan met name in de organisatie van begeleidingsmaatregelen en, in voorkomend geval, in aanpassings- en vormingssequenties om de werkaanbiedingen met het profiel van de gerechtigden te laten overeenstemmen. De acties betreffen ook de begeleidingsperiodes met het oog op de vlotte integratie en de stabiliteit van de gerechtigden.

**Art. 3. § 1.** De acties van een « Mire » betreffen elke persoon die in één van de volgende gevallen verkeert :

- 1° een niet-werkende werkzoekende zijn die niet meer aan de leerplicht onderworpen is en niet houder is van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een gelijkwaardige titel;
- 2° een niet-werkende werkzoekende zijn die werkloosheids- en wachttuitkeringen ontvangt gedurende 24 van de 36 maanden vóór de datum van de overeenkomst bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 5°;
- 3° een werkzoekende zijn die weer ingeschakeld wordt op de arbeidsmarkt;
- 4° in aanmerking komen voor het leefloon of de sociale bijstand;
- 5° een in België erkende vluchteling zijn overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- 6° een buitenlandse onderdaan met een verblijfsvergunning zijn overeenkomstig de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk of overeenkomstig artikel 9, derde lid, van bovenbedoelde wet van 15 december 1980;

7° het voorwerp zijn van een beslissing van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waalse agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) waarbij het recht op tussenkomsten wordt verleend met het oog op tewerkstelling.

Na voorafgaand advies van de in artikel 7 bedoelde commissie kan de Regering een « Mire » ook machtigen tot de jaarlijkse opvang van niet-werkende werkzoekenden die niet voldoen aan de voorwaarden bedoeld in 1° en 2° van het eerste lid, naar rato van twintig procent van het totaalaantal gerechtigden bedoeld in 1° tot 7° van hetzelfde lid.

§ 2. De Regering is bevoegd om de in vorige paragraaf bedoelde voorwaarden nader te bepalen na advies van de commissie bedoeld in artikel 7.

§ 3. De toestand van de gerechtigden bedoeld in § 1, wordt geëvalueerd op de datum waarop de in artikel 4, § 1, 5°, bedoelde overeenkomst wordt gesloten.

Voor de toepassing van de punten 1° en 2° van § 1, worden de volgende periodes gelijkgesteld met inactiviteitsperiodes :

1° de periodes waarvoor een vergoeding wordt betaald krachtens de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

2° de gevangenisstrafperiodes;

3° de inactiviteitsperiodes waarvoor verlofgeld wordt uitgekeerd;

4° de werkperiodes gecumuleerd tot maximum drie maanden voltijdse activiteit.

Voor de toepassing van punt 3° van § 1, wordt beschouwd als werkzoekende die weer op de arbeidsmarkt wordt ingeschakeld elke persoon die geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend gedurende drie jaar vóór zijn inschrijving bij een « Mire » en die geen werkloosheids-, wacht- of onderbrekingsuitkering heeft ontvangen gedurende een periode van drie jaar vóór zijn inschrijving als werkzoekende.

§ 4. In het kader van dit decreet wordt verstaan onder niet-werkende werkzoekende elke persoon die als dusdanig bij de « FOREm » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) ingeschreven is.

De « FOREm » moet binnen vijf werkdagen aan elke « Mire » die erom verzoekt een document overmaken waaruit blijkt dat de onder 1° en 2° van § 1, bedoelde persoon ingeschreven is als niet-werkende of daarmee gelijkgestelde werkzoekende.

## HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

**Art. 4.** § 1. Na advies van de in artikel 7 bedoelde commissie erkent de Regering als « Mire » de organen die de volgende voorwaarden vervullen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winst oogmerk of van een instelling van openbaar nut geregeld bij de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winst oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen;

2° erkende inschakelingsdiensten verlenen, overeenkomstig het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;

3° met de « FOREm » een partnerschapsovereenkomst in het kader van het stelsel hebben gesloten;

4° statuten aannemen die bepalen dat de vereniging onder de leden van de raad van bestuur hoe dan ook de volgende leden telt :

a. de voorzitter van het territoriaal bevoegde subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming, hierna subregionaal comité genoemd;

b. een vertegenwoordiger van de « FOREm » als regisseur-ensemblier;

c. een vertegenwoordiger van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées »;

d. vier vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties die binnen het territoriaal bevoegde subregionaal comité zitting hebben;

e. vier vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties die binnen het territoriaal bevoegde subregionaal comité zitting hebben;

f. een vertegenwoordiger van de « Union des villes et communes de Wallonie » (Unie van de Waalse steden en gemeenten), verbond van de O.C.M.W.'s;

5° zich ertoe verbinden met de gerechtigde een overeenkomst te sluiten waarvan de modaliteiten door de Regering worden bepaald en waarbij de instelling de volgende garanties geeft aan de Regering :

a. een onthaal, een psychosociale begeleiding en een geïndividualiseerde evaluatie op grond van in onderlinge overeenstemming bepaalde individuele doelstellingen;

b. een continue, formatieve en participatieve evaluatie;

c. een onderzoek naar de verworvenheden inzake bevoegdheden;

6° zich ertoe verbinden met de werkgever een tewerkstellingsovereenkomst te sluiten waarbij hij zich ertoe verbindt alles in het werk te stellen opdat de instelling de in 5° van het vorige lid bedoelde opdrachten kan vervullen;

7° zich verbinden tot een begeleiding van de gerechtigden na hun inschakeling in het arbeidsproces met het oog op een duurzame integratie;

8° zich ertoe verbinden jaarlijks aan de in artikel 7 bedoelde commissie en aan het betrokken subregionaal comité een actieplan, dat met name de inschakelingsdoelstellingen bevat, alsmede een activiteitenverslag over te maken.

§ 2. De Regering is bevoegd om de in § 1 bedoelde voorwaarden nader te bepalen.

**Art. 5.** § 1. Na advies van de in artikel 7 bedoelde commissie wordt de erkenning door de Regering verleend voor een aanvangsduur van 1 jaar.

De aanvankelijk verleende erkenning kan vervolgens toegekend worden voor een verlengbare duur van maximum drie jaar, na advies van de commissie bedoeld in artikel 7.

§ 2. De Regering mag niet meer dan twee « Mire » erkennen op het grondgebied van hetzelfde subregionaal comité. In geval van veelvuldige aanvragen wordt het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming om advies verzocht opdat de commissie de te erkennen operateur zou kunnen kiezen. De operateur vervult alle voorwaarden bedoeld in artikel 4, § 1.

§ 3. De Regering beslist over de toekenning, verlenging, opschorting of intrekking van de erkenning met inachtneming van de door haar bepaalde modaliteiten.

De Regering bepaalt de procedure voor het onderzoek en de evaluatie van de aanvragen door de diensten die ze aanwijst.

**Art. 6.** Als een « Mire » niet meer voldoet aan één van de voorwaarden bedoeld in dit decreet, kan de Regering de erkenning volgens de door haar bepaalde procedure opschorten of intrekken na advies van de commissie bedoeld in artikel 7.

#### HOOFDSTUK III. — *Adviescommissie inzake erkenning*

**Art. 7.** Er wordt binnen de door de Regering aangewezen diensten een adviescommissie opgericht voor de erkenning van de « Mire », hierna de « Commissie » genoemd. Ze heeft de volgende opdrachten :

1° de Regering advies geven over de toekenning, verlenging, opschorting of intrekking van de erkenning van de « Mire »;

2° de Regering op basis van het door de administratie verrichte onderzoek advies geven over de jaarlijkse actieplannen, over de verwezenlijking van de inschakelingsdoelstellingen, alsmede over de jaarlijkse activiteitenverslagen;

3° de verantwoordelijken van de « Mire » minstens één keer per jaar bijeenroepen om o.a. een gemeenschappelijke demarche te bevorderen, praktijken en ervaringen uit te wisselen en samenwerkingsverbanden tot stand te brengen;

4° zich vergewissen van de tenuitvoerlegging van de partnerschapsovereenkomsten met de « FOREm » in het kader van het Stelsel;

5° op verzoek van de Regering of van de administratie advies geven over de uitvoering van het decreet of over elk vraagstuk betreffende de « Mire »;

6° een jaarverslag opstellen over de complementariteit van de gewestelijke zendingen wat betreft de diensten van de « FOREm » in het Waalse Gewest.

(De commissie brengt de overeenkomstig het eerste lid, 1°, 2° en 5°, of artikel 3, § 2, vereiste adviezen uit binnen zestig dagen na de datum waarop ze erom verzocht werd. Een advies wordt niet meer vereist als het niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgebracht.)

**Art. 8.** De commissie bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling, die het voorzitterschap waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de Minister van Vorming;

3° een vertegenwoordiger van de Minister van Sociale Actie;

4° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

5° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

6° een vertegenwoordiger van de « FOREm » als « regisseur-ensemblier »;

7° een vertegenwoordiger van het « Agence wallonne d'intégration des personnes handicapées »;

8° een vertegenwoordiger van de « Union des villes et communes de Wallonie », verbond van de O.C.M.W.'s;

9° een vertegenwoordiger van het Agentschap Europees sociaal fonds;

10° een vertegenwoordiger van de administratie, die het secretariaat waarneemt.

De vergaderingen van de Commissie worden bovendien bijgewoond door twee vertegenwoordigers van de « Mire » die raadgevende stem hebben.

**Art. 9.** § 1. De gewone leden bedoeld in artikel 8 en hun plaatsvervangers worden door de Regering benoemd voor een verlengbare periode van vier jaar.

De vertegenwoordigers bedoeld in artikel 8, eerste lid, 4° en 5°, worden door hun respectieve verenigingen uit dubbeltallen voorgedragen aan de Regering.

(De vertegenwoordigers bedoeld in artikel 8, tweede lid, worden door hun respectieve vereniging uit dubbeltallen voorgedragen aan de Regering.)

Het lid dat zijn mandaat vóór de vervaldatum neerlegt, wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voleindigt.

§ 2. De Commissie vergadert minstens vier keer per jaar na bijeenroeping door de voorzitter.

§ 3. De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

#### HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie, controle en beroep*

**Art. 10.** De evaluatie en de controle van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden uitgevoerd door de diensten die de Regering overeenkomstig artikel 11 aanwijst.

De Regering bepaalt de evaluatiemodaliteiten. De evaluatie wordt uitgevoerd met inachtneming van o.a. :

1° de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen die in het jaarlijkse actieplan vastliggen;

2° factoren betreffende het sociaal-economische kader en de tot stand gebrachte processen om daarop in te spelen;

3° tekens van bevrediging van de betrokken gerechtigden en werkgevers.

**Art. 11.** Artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, wordt aangevuld met een punt 13°, luidend als volgt :

« 13° het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling. »

**Art. 12.** De beroepscommissie opgericht krachtens artikel 12 van het decreet betreffende het geïntegreerd stelsel inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces is bevoegd om advies te geven over de beroepen ingediend ofwel door elke instelling om de erkenning verzoekt, in geval van weigering, ofwel door een « Mire » in geval van opschorting of intrekking van de erkenning, ofwel door een gerechtigde om elke reden betreffende de uitvoering van dit decreet.

#### HOOFDSTUK V. — *Subsidies*

**Art. 13.** Elke « Mire » kan in aanmerking komen voor de volgende subsidies :

1° een jaarlijkse werkingssubsidie ten laste van het Waalse Gewest, bestaande uit een vast bedrag en uit een variabel bedrag berekend op grond van :

- a. het aantal tewerkgestelde personen;
- b. het aantal gerechtigden die het voorwerp uitmaken van inschakelingsacties;
- c. het percentage gerechtigden ingeschakeld in duurzame werkgelegenheid;

2° een subsidie zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

3° een subsidie gestort door de « FOREm » op basis van de partnerschapsovereenkomst gesloten in het kader van het Stelsel.

De Regering is bevoegd om de modaliteiten te bepalen voor de toekenning van de subsidies bedoeld in 1° en 2° van het vorige lid. Het bedrag van de subsidies wordt jaarlijks op basis van de gezondheidsindex geïndexeerd tot het maximum van de indexering van de begroting van de primaire uitgaven van het Waalse Gewest.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 14.** De instellingen erkend krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 1998 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling behouden hun erkenning tot ze de erkenning verkrijgen die in het kader van dit decreet toegekend wordt voor een termijn van hoogstens één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 15.** De Regering bezorgt de Waalse Gewestraad jaarlijks volgens de door haar bepaalde modaliteiten een verslag over de uitvoering van dit decreet.

**Art. 16.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad*, 639 (2003-2004), nrs. 1 tot 5.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 3 maart 2004.

Bespreking. Stemming.